



C'est par leur mobilisation que les retraité-es seront entendu-es

Revalorisation des pensions, abattement des 10 %, refus de l'année de blanche, depuis trois ans, relayés par des « *experts complaisants* », les gouvernements tentent, **les retraité-es répondent !**

Dans une démarche unitaire initiée par le groupe des neuf, en interpellant directement la population par leur mobilisation, le pouvoir a été contraint de reculer.

Même si les cibles évoluent, la stratégie reste identique : réduire drastiquement les dépenses de la Sécurité Sociale que ce soient dans la branche vieillesse notamment en s'attaquant aux pensions de réversion ou dans la branche maladie.

Aujourd'hui, face à une loi de financement de la Protection Sociale qui par ses conséquences remet plus encore en cause le droit à la santé partout, pour toutes et tous, les retraité-es entendent poursuivre l'interpellation de la population et exiger des réponses positives.

La volonté affichée de décentraliser les ARS (Agences régionales de santé), d'affecter une part de la CSG aux départements, renforce cette stratégie de désengagement de la Sécu et accentuera les fractures et inégalités territoriales.

Dans le cadre particulier de la prise en charge de l'autonomie, par les transferts de charge et face au vieillissement de la population, cette politique préfigure une ouverture encore plus grande au secteur marchand et un risque d'abandon d'une partie de la population, d'autant plus que leur pouvoir d'achat baisse.

Si le pouvoir a été contraint de reculer notamment sur l'abattement fiscal de 10 %, sur la revalorisation des pensions, sur l'année blanche, sur les franchises médicales, sur l'ALD (Affection longue durée), aussitôt le budget voté, il a remis ces points sur la table.

Ce gouvernement entend poursuivre la remise en cause de droit à la santé partout, pour toutes et tous, refuser une véritable revalorisation des pensions de base et complémentaires dont l'Agirc-Arrco et accentuer le démantèlement des services publics.

Les retraité-es exigent :

- *Un accès égal aux soins et à la santé, pour toutes et tous, partout sur le territoire national*
- *Des moyens (formations et embauches de personnels, réouverture de services ou de lits ...) pour l'hôpital public, les structures du médico-social publiques ou associatives à but non lucratif ;*
- *Un service public de santé de proximité avec ouverture de centres de santé pluriprofessionnels avec des personnels salariés, en particulier dans les déserts médicaux ;*
- *Une prise en charge solidaire de la perte d'autonomie par la branche maladie de la Sécurité sociale*
- *La Sécurité Sociale est le seul outil juste, égalitaire, universel pour assurer la santé des citoyens et citoyennes. Le 100% Sécu est la solution.*

JEUDI 2 AVRIL à 14H30
Rassemblement des retraité-es
place René Goblet